

## OBSERVATOIRE DE L'INVESTISSEMENT

*10 enseignements de l'année 2011 et  
perspectives pour 2012*



1 mars 2012

## Sommaire

Présentation.....	3
1. 2011, une année blanche .....	4
2. Une dégradation inquiétante pour 2012 .....	5
3. L'Aquitaine en tête des régions les plus dynamiques depuis 2009, l'Île-de-France en mauvaise position .....	6
4. Les investissements verts, en baisse de 34%, sont tenus à bout de bras par le soutien public .....	7
5. Le solaire a détruit des emplois pour la première fois en 2011 .....	8
6. Les services sont très majoritaires dans les dix secteurs les plus dynamiques .....	9
7. L'aéronautique et le logiciel, nos points forts dans l'industrie et les services à haute valeur ajoutée .....	11
8. L'automobile, une filière à nouveau en difficulté fin 2011 .....	12
9. La logistique crée des emplois depuis 2009 .....	13
10. Les investissements étrangers, 2009-2011 .....	14
L'Observatoire de l'investissement de Trendeo .....	15

## Présentation

Les données présentées ici sont issues de l'Observatoire de l'investissement de Trendeo. Elles sont communiquées pour illustrer les possibilités de cet outil, qui constitue un véritable « couteau suisse » dans le domaine de la veille et de l'information économique. En 2011, nos clients ont utilisé cette base de données pour de la veille commerciale, pour des analyses territoriales, pour des études sectorielles.

Les chiffres qui suivent illustrent plus particulièrement les possibilités d'analyse de la conjoncture, globale ou sectorielle. Ils mettent en évidence l'interruption, fin 2011, du mouvement de reprise qui prévalait depuis la mi-2009. Les difficultés des investissements verts soulignent la dépendance du secteur par rapport au soutien public. La baisse des créations d'emplois dans le secteur des services conduit à souhaiter une reprise de l'activité industrielle, dont la valeur ajoutée ne peut être aisément remplacée par les services.

Nous avons ainsi essayé de faire valoir la diversité des informations mises en évidence par l'Observatoire. L'abonnement à cet outil permet à nos utilisateurs d'approfondir les aspects qui les intéressent particulièrement.

Si les perspectives dessinées début 2012 sont peu engageantes, nous espérons que l'amélioration de la conjoncture et des mesures internes permettront de renouer avec une croissance plus dynamique.



David Cousquer,  
Gérant de Trendeo

## 1. 2011, une année blanche

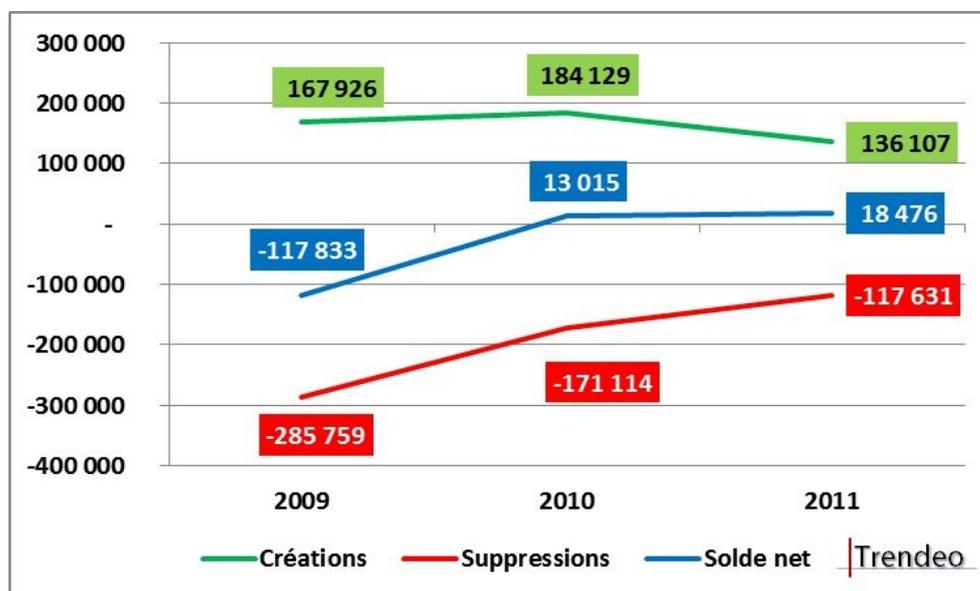
En 2009, l'Observatoire de l'investissement avait relevé 117 833 emplois nets perdus. En 2010, le solde était devenu positif, avec 13 015 emplois nets créés. En 2011, le solde positif s'accroît légèrement, atteignant 18 476 emplois nets créés. Cela ne suffit cependant toujours pas à compenser les pertes de 2009.

Le solde net que nous mesurons résulte de l'évolution combinée du flux des créations et de celui des suppressions.

Les suppressions évoluent de façon satisfaisante : en 2010, elles ont baissé de 40% par rapport à 2009, et en 2011 elles ont baissé encore de 31% par rapport à 2010. **En deux ans, les suppressions d'emploi ont ainsi été réduites de 60%.**

Ce constat positif est mitigé par le fait que **les créations d'emploi n'évoluent pas dans un sens aussi favorable.** Après avoir augmenté de près de 10% en 2010, elles ont baissé de 26% en 2011.

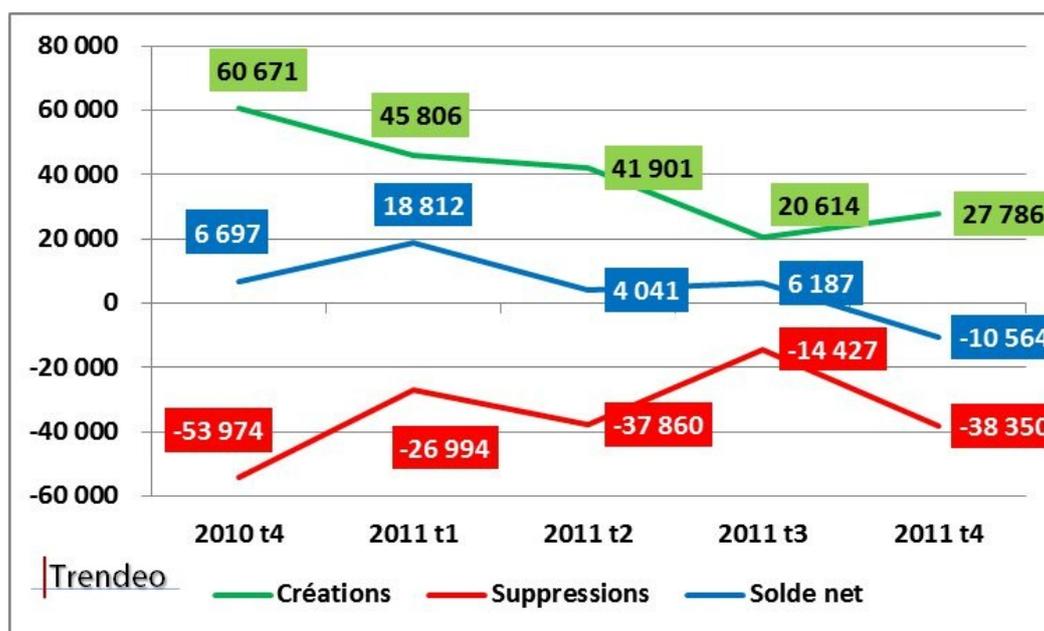
Avec un solde d'emploi comparable à 2010, l'année 2011 est en réalité fort différente : avec 26% de créations et 31% de suppressions en moins, elle reflète une sorte de ralentissement de l'activité, qui semble figée dans l'expectative.



## 2. Une dégradation inquiétante pour 2012

L'évolution trimestrielle des créations, des suppressions et du solde net des emplois créés et supprimés montre une dégradation régulière pendant l'année 2011.

Les créations trimestrielles ont baissé régulièrement pendant l'année, si bien que **le solde du quatrième trimestre 2011 est de 10 564 emplois nets supprimés alors que celui du quatrième trimestre 2010 était positif de 6 697 emplois nets créés**. C'est le premier trimestre négatif depuis le troisième trimestre 2010.



Les deux premiers mois de l'année 2012 sont également sensiblement en dégradation par rapport à 2011. En janvier, de nombreuses sociétés annoncent des prévisions d'embauche pour l'année, notamment des SSII. Depuis 2010, le solde des annonces de créations et suppressions d'emplois a donc toujours été positif en janvier. Mais en 2012, le niveau est le plus faible depuis quatre années, avec 6 949 emplois nets créés. Comme l'indique le tableau suivant, **par rapport aux mois de janvier et février 2011, les annonces de créations ont été réduites en janvier et février 2012 de 26%, et les suppressions ont augmenté de 50%.**

	janv/fév 09	janv/fév 10	janv/fév 11	janv/fév 12	Var. 2012/2011
Créations	27 281	35 209	33 711	24 645	-26,9%
Suppressions	-28 242	-17 012	-11 800	-17 696	50,0%
<b>Solde net</b>	<b>-961</b>	<b>18 197</b>	<b>21 911</b>	<b>6 949</b>	<b>-68,3%</b>

### 3. L'Aquitaine en tête des régions les plus dynamiques depuis 2009, l'Île-de-France en mauvaise position

Par rapport à la population active à la fin de 2008, **l'Aquitaine est en tête des régions françaises<sup>1</sup> pour la création d'emplois**. Les emplois nets créés, 12 340 en trois ans, y représentent près de 1% de la population active. Les deux premiers facteurs de ce bon résultat sont tout d'abord la force des créations dans le secteur du commerce et ensuite le dynamisme de l'industrie manufacturière, qui, en Aquitaine, a moins supprimé d'emplois qu'ailleurs.

L'Île-de-France, classée 19<sup>ème</sup> région métropolitaine, occupe une place défavorable dans l'ensemble des régions françaises. Ce mauvais positionnement résulte de du secteur conseil et services, qui a supprimé des emplois en Île-de-France alors qu'il en a créé dans l'ensemble de l'économie. C'est ensuite l'impact des réductions d'emploi dans l'administration qui a frappé la région capitale. Enfin, les centres d'appel ont également supprimé des emplois en Île-de-France alors qu'ils en ont créé globalement.

	Total 2009-2011	2009	2010	2011		pop active	%
AQUITAINE	12 340	783	4 451	7 106		1 290 354	0,96%
MIDI-PYRENEES	8 532	-850	5 939	3 443		1 169 505	0,73%
NORD-PAS-DE-CALAIS	8 865	1 219	1 700	5 946		1 509 878	0,59%
PAYS-DE-LA-LOIRE	7 494	-3 556	5 041	6 009		1 483 169	0,51%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	4 604	99	2 644	1 861		940 350	0,49%
BRETAGNE	6 252	-1 771	4 886	3 137		1 290 756	0,48%
PROVENCE-ALPES-CÔTES D'AZUR	8 569	423	5 075	3 071		1 868 936	0,46%
BASSE-NORMANDIE	2 633	586	683	1 364		590 401	0,45%
GUYANE	153	65	73	15		57 211	0,27%
AUVERGNE	1 365	-340	854	851		545 689	0,25%
CORSE	241	39	185	17		115 481	0,21%
POITOU-CHARENTES	1 253	-1 344	1 595	1 002		699 477	0,18%
RHÔNE-ALPES	4 036	-656	2 872	1 820		2 619 918	0,15%
LIMOUSIN	316	-581	891	6		295 270	0,11%
BOURGOGNE	323	-2 039	1 971	391		664 844	0,05%
FRANCHE-COMTE	14	-586	1 395	-795		485 884	0,003%
ALSACE	-431	-2 451	819	1 201		802 136	-0,05%
CHAMPAGNE-ARDENNE	-363	-2 695	1 045	1 287		541 663	-0,07%
CENTRE	-807	-1 038	-901	1 132		1 050 314	-0,08%
RÉUNION	-219	-1 284	1 603	-538		233 734	-0,09%
ÎLE-DE-FRANCE	-7 086	-14 383	4 614	2 683		5 303 142	-0,13%
HAUTE-NORMANDIE	-1 348	-4 126	525	2 253		746 322	-0,18%
GUADELOUPE	-418	-287	-151	20		123 647	-0,34%
LORRAINE	-6 536	-10 181	2 543	1 102		958 994	-0,68%
PICARDIE	-5 556	-8 925	2 200	1 169		773 004	-0,72%
MARTINIQUE	-1 153	-1 010	-135	-8		133 027	-0,87%
NOUVELLE-CALÉDONIE	-26		-27	1			
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	-46		0	-46			
MAYOTTE	-310		-310				
POLYNÉSIE FRANÇAISE	-698	-1 090	450	-58			
<b>Total général</b>	<b>41 993</b>	<b>-55 979</b>	<b>52 530</b>	<b>45 442</b>		<b>26 293 106</b>	<b>0,16%</b>

<sup>1</sup> Pour les comparaisons régionales, nous excluons les annonces réalisées par les sièges de groupe et pour lesquelles la répartition territoriale détaillée des créations et suppressions d'emplois n'est pas connue.

## 4. Les investissements verts, en baisse de 34%, sont tenus à bout de bras par le soutien public

Depuis 2009, nous suivons l'ensemble des investissements dans les secteurs « verts » : solaire, éolien, biomasse, biocarburants, bois, écoconstruction, véhicule électrique, méthanisation, recyclage et dépollution, géothermie et aérothermie. **En 2011, ces filières ont créé 3 612 emplois, en baisse de 34% par rapport à 2010.** En 2009, nous avions estimé<sup>2</sup> qu'avec un taux de croissance annuel de 17% par an, les investissements verts pouvaient conduire à 600 000 emplois en 2020. Dès 2010 cependant, le secteur a stagné, puis régressé en 2011, ce qui invalide bien sûr les espoirs qui, en 2009, n'étaient pas infondés.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les filières vertes sont diversifiées, ce qui permet à l'ensemble du secteur de continuer en 2011 à créer des emplois, malgré l'effondrement du solaire.

	2009	2010	2011	Total
Solaire	2 556	1 942	-57	<b>4 441</b>
Méthanisation	452	359	1 287	<b>2 098</b>
Recyclage et dépollution	656	821	440	<b>1 917</b>
Éolien	436	211	1 112	<b>1 759</b>
Véhicule électrique	260	1 308	77	<b>1 645</b>
Divers et mixtes	471	207	450	<b>1 128</b>
Biomatériaux et écoconstruction	441	180	202	<b>823</b>
Bois chauffage	80	369	66	<b>515</b>
Biocarburants	192	106		<b>298</b>
Géothermie et aérothermie	14	8	35	<b>57</b>
<b>Total général</b>	<b>5 558</b>	<b>5 511</b>	<b>3 612</b>	<b>14 681</b>

La méthanisation bénéficie du quatrième appel d'offres pour la construction de centrales, qui représente un apport de près d'un millier d'emplois pour ce secteur. Les activités de recyclage et de dépollution continuent de contribuer positivement, mais faiblement, aux créations nettes d'emplois. L'éolien redémarre en 2011 du fait de l'annonce par Areva de la création de 1 000 emplois au Havre, dans la perspective de la fabrication d'éoliennes maritimes, en réponse à un appel d'offres public.

Le développement de la filière du véhicule électrique est également tiré par les réglementations favorables au secteur. Pour les biocarburants, la plupart des emplois créés en France l'ont été dans le cadre d'un appel d'offre public. Seuls quelques petits projets, comme celui de la *startup* Fermentalg, ou celui du groupe Séché au Vigeant, qui visent à produire des biocarburant à base d'algues, se développent en dehors d'appels d'offres ou de tarifs subventionnés<sup>3</sup>.

Les filières vertes ne se développent donc, dans leur ensemble, que dans le cadre de politiques publiques favorables. Il est illusoire d'attendre un développement autonome important sans soutien public cohérent, inscrit dans une stratégie de long terme.

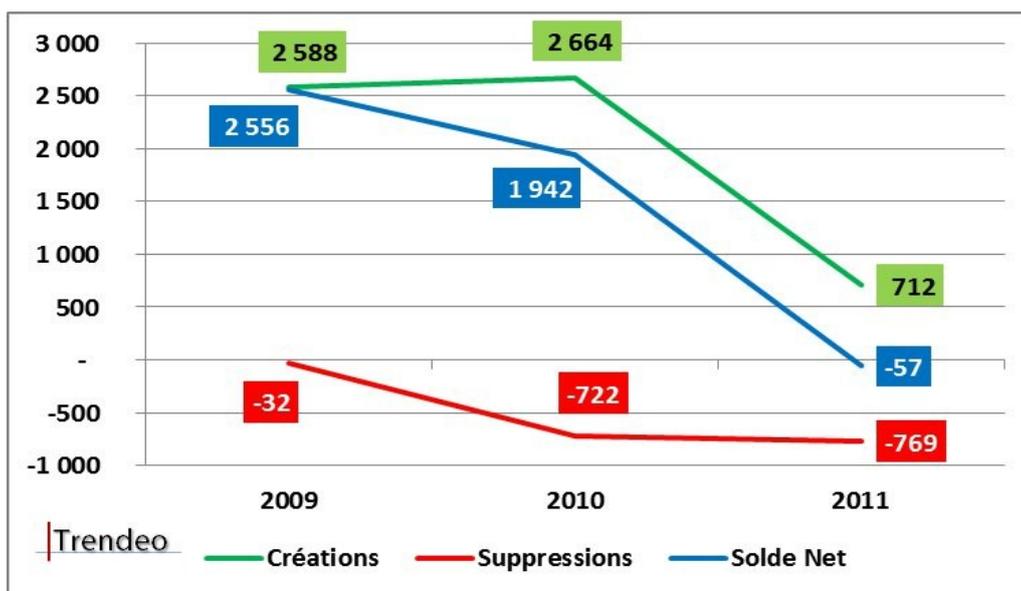
<sup>2</sup> <http://www.trendeo.net/2009/11/16/600-000-emplois-verts-en-2020-cest-possible/>

<sup>3</sup> Il faut cependant noter que le CEA est actionnaire de Fermentalg et que le groupe Séché bénéficie de prêts OSEO pour son projet.

## 5. Le solaire a détruit des emplois pour la première fois en 2011

En 2009, le solaire représentait presque 50% des emplois créés, largement en tête de toutes les filières vertes. En 2010, le solaire représentait encore 35% des emplois créés. **En 2011, notre décompte montre que la filière a globalement supprimé des emplois, en nombre heureusement très réduit.** La dynamique de la filière montre que les créations se sont effondrées en 2011, en baisse de 73%. Les suppressions d'emploi, anecdotiques en 2009, étaient apparues en 2010 et se sont encore accrues en 2011. L'ensemble de ces données dresse un portrait inquiétant pour la filière.

Cette situation n'est pas entièrement spécifique à la France. La faillite spectaculaire de l'américain Solyndra a montré les fragilités du secteur, confronté à une surproduction mondiale. Les spécificités françaises tiennent aux évolutions heurtées de la fiscalité, qui ont conduit plusieurs entreprises à revenir sur leurs investissements. Le projet le plus emblématique à cet égard est celui de First Solar, en Aquitaine, annoncé en 2009 comme devant conduire à la création de 300 emplois, et qui, début 2012, est toujours suspendu à une plus grande visibilité sur le contexte réglementaire applicable au secteur solaire photovoltaïque<sup>4</sup>.



<sup>4</sup> <http://www.lejournaldesentreprises.com/editions/33/actualite/fait-du-mois/gironde-ceux-qui-vont-investir-en-2012-06-01-2012-140560.php>

## 6. Les services sont très majoritaires dans les dix secteurs les plus dynamiques

Les cinq secteurs qui ont créé le plus d'emplois nets en 2011 sont le commerce, l'information et la communication, l'hébergement/restauration, la santé humaine et l'action sociale et les services à la personne et centres d'appels (« Autres services »).

	Créations	Suppressions	Solde net	(2009-2011)
Commerce	23 639	-5 033	<b>18 606</b>	67 332
Information et communication	16 884	-4 461	<b>12 423</b>	22 817
Hébergement et restauration	8 567	-1 645	<b>6 922</b>	31 122
Santé humaine et action sociale	8 287	-1 930	<b>6 357</b>	6 402
Autres services	8 691	-3 576	<b>5 115</b>	23 180
<b>Total 5 secteurs</b>	<b>66 068</b>	<b>-16 645</b>	<b>49 423</b>	<b>150 853</b>
<i>Ensemble 15 autres secteurs</i>	<i>70 039</i>	<i>-100 986</i>	<i>-30 947</i>	<i>-237 195</i>
<i>Total général</i>	<i>136 107</i>	<i>-117 631</i>	<i>18 476</i>	<i>-86 342</i>

Les investissements dans le secteur du **commerce** sont principalement dans le commerce de détail, et sont de petite taille (entre 20 et 30 salariés en moyenne, la moitié de la moyenne dans l'industrie manufacturière). On trouve, en tête des grands du secteur, le groupe Mulliez (pour près de 8 000 emplois nets créés en 2009-2011), le groupe Leclerc (5 600 emplois nets), et Casino (1 800 emplois nets). Parmi les grandes enseignes, Carrefour, en sens inverse, a supprimé un peu plus de 200 emplois sur la période 2009-2011, et le groupe PPR a supprimé près de 2 000 emplois.

Le secteur **Information et communication** est très diversifié. Il comprend un secteur extrêmement dynamique, le développement de logiciels, qui a créé plus de 22 000 emplois nets en trois ans. En sens inverse, l'édition a supprimé près de 4 000 emplois dans la même période.

Information et télécommunications	2009	2010	2011	Total général
Développement de logiciels	1 938	7 756	13 129	<b>22 823</b>
Opérateurs télécoms	1 226	3 050	1 832	<b>6 108</b>
Hébergement de données informatiques	398	594	-21	<b>971</b>
Portails internet	-450	-23	225	<b>-248</b>
Production TV, cinéma, musique	-187	-145	-8	<b>-340</b>
Agences de presse et veille internet	-175	-5	-443	<b>-623</b>
Diffusions de programmes TV, radio	-1 822	-118	-32	<b>-1 972</b>
Édition	-1 184	-459	-2 259	<b>-3 902</b>
<b>Total général</b>	<b>-256</b>	<b>10 650</b>	<b>12 423</b>	<b>22 17</b>

Pour les **opérateurs télécoms**, les créations d'emploi sont extrêmement concentrées sur trois, ou quatre opérateurs : Iliad est en tête des créations d'emplois, avec près de 2 000 emplois nets créés sur la période, suivi par France Télécom – près de 1 700 emplois et SFR – 1 500 emplois nets. British Telecom vient enfin avec 620 emplois nets créés.

Opérateur	Emplois nets
Groupe Iliad	1 983
France Télécom	1 665
SFR	1 500
BT Group	620
Afone	100
<b>Total 5 premiers</b>	<b>5 868</b>
27 autres opérateurs	240
<b>Total général</b>	<b>6 108</b>

Dans le secteur de la **santé et de l'action sociale**, les dynamiques à l'œuvre sont très diverses. Les hôpitaux et cliniques (« Services de santé hospitaliers et non hospitaliers ») ont supprimé presque 12 000 emplois en trois années. En sens inverse, les « Autres établissements de soin », qui sont presque exclusivement des maisons de retraite, ont créé près de 11 000 emplois. Ce sont enfin les services d'aide à domicile qui croissent régulièrement depuis 2009, avec des acteurs très diversifiés comme Coviva, Family Sphere, Vitalliance, Junior Senior...

Santé humaine et action sociale	2009	2010	2011	Total
Services de santé hospitaliers et non hospitaliers	-9 771	-1 325	-799	-11 895
Autres établissements de soin	2 656	5 287	2 957	10 900
Services d'aide à domicile	339	2 859	4 199	7 397
<b>Total général</b>	<b>-6 776</b>	<b>6 821</b>	<b>6 357</b>	<b>6 402</b>

Les « **Autres services** » sont également variés mais comprennent deux composantes principales : les services à la personne (ménage à domicile, garde d'enfants...), qui se développent fortement, en lien avec l'essor du chèque emploi-service universel, et le secteur des centres d'appels. Ces deux secteurs ont créé près de 30 000 emplois de 2009 à 2011.

	Créations	Suppressions	Solde net	Total 2009-2011
Services à la personne divers	3 685	-548	3 137	19 741
Centres d'appels et services d'appui aux entreprises	4 245	-1 254	2 991	9 506
Services de ménage et entretien de bâtiments	230	-76	154	354
Activités de location et location-bail	265	-35	230	-112
Associations diverses	49	-389	-340	-665
Travail temporaire, placement, recherche	61	-35	26	-681
Réparation de biens personnels et domestiques	48	-502	-454	-1 246
Agences de voyage	73	-556	-483	-1 683
Sécurité privée et enquêtes	20	-181	-161	-2 049
<b>Total général</b>	<b>8 676</b>	<b>-3 576</b>	<b>5 100</b>	<b>23 165</b>

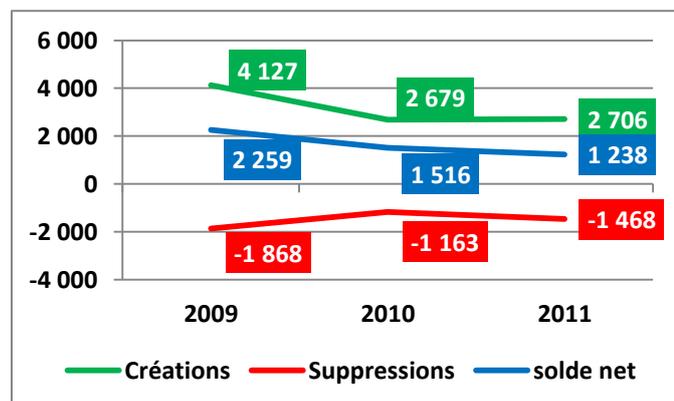
## 7. L'aéronautique et le logiciel, nos points forts dans l'industrie et les services à haute valeur ajoutée

Le secteur du **logiciel** a créé près de 23 000 emplois nets de 2009 à 2011. **Certaines villes se distinguent par leur dynamisme dans ce secteur** : Paris, Nantes, Boulogne-Billancourt, Versailles, Toulouse, Lille, Nanterre et Rennes ont toutes vues la création de plus de 1 000 emplois nets dans le développement de logiciels.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, **dix groupes réalisent près de 50% des embauches nettes**.

Groupe	Création	Suppression	Total général
Accenture	1 930		1 930
Capgemini	1 964	-107	1 857
Ausy	1 480		1 480
Sopra Group	1 300		1 300
Bull	1 418	-140	1 278
Business et Décision	900		900
SII	875		875
Teletch International	600		600
Atos Origin <sup>5</sup>	5 045	-4 500	545
Osiatis France	760	-229	531
<b>Total 10 premiers</b>	<b>16272</b>	<b>-4976</b>	<b>11296</b>
349 autres	16 852	-5 325	11 527
<b>Total général</b>	<b>33124</b>	<b>-10301</b>	<b>22823</b>

**L'aéronautique**, au sein de l'industrie manufacturière, est le secteur le plus créateur d'emplois, et l'un des rares à avoir créé plus d'emplois qu'il n'en a supprimé depuis 2009. Au sens strict, l'aéronautique a créé 3 425 emplois nets de 2009 à 2011. Mais nous suivons également une filière aéronautique élargie, incluant les sous-traitants, bureaux d'ingénierie etc., qui a créé un peu plus de 5 000 emplois nets depuis 2009. Parmi les groupes importants au sein de la filière, figurent EADS/Airbus pour près de 2 800 emplois, puis des groupes comme Safran, Thalès ou des sous-traitants comme Figeac aéro. Comme l'indique le graphique ci-dessus, la filière aéronautique a connu une bonne année 2009, avec des lancements de programmes, et les résultats des années 2010 et 2011 sont inférieurs.

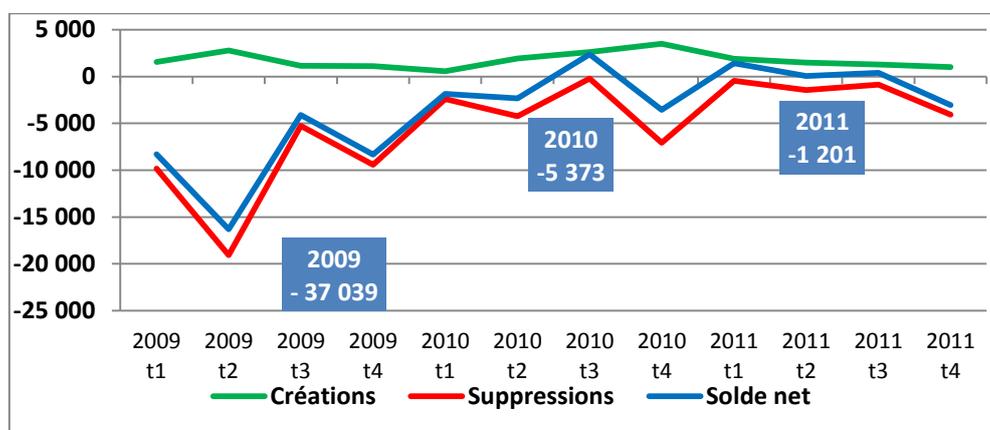


<sup>5</sup> Pour Atos Origin le déménagement du siège, impliquant 4 500 salariés, a été comptabilisé comme une fermeture de site suivie d'une création. L'opération est neutre pour le total des emplois nets créés ou supprimés, mais majore les chiffres de création et de suppression d'emplois.

## 8. L'automobile, une filière à nouveau en difficulté fin 2011

Nous suivons une filière automobile, plus large que le secteur automobile de l'INSEE. Ceci nous permet d'inclure dans la filière des plasturgistes, des métallurgistes et même des développeurs de logiciels, lorsque leurs investissements ou désinvestissements sont liés à des commandes du secteur automobile.

La filière ainsi définie a supprimé plus de 43 000 emplois nets de 2009 à 2011. Comme l'indique le graphique suivant, après une année 2009 qui a vu disparaître 37 000 emplois, l'année 2010 avait vu ces pertes réduites à 5 000 emplois. Les trois premiers trimestres de 2011 avaient été positifs, mais ont été annulés par le dernier trimestre 2011. L'année 2011 se termine avec un solde des créations et suppressions d'emplois dans la filière automobile qui est encore négatif et qui surtout s'aggrave en fin de période.



Les secteurs qui composent la filière automobile sont assez diversifiés, comme l'indique le tableau suivant. L'industrie automobile proprement dite, qui regroupe les constructeurs et principaux équipementiers, représente les deux tiers de la filière<sup>6</sup>. Les autres acteurs sont des plasturgistes, des motoristes, des métallurgistes. On trouve même des éditeurs et des développeurs de logiciels.

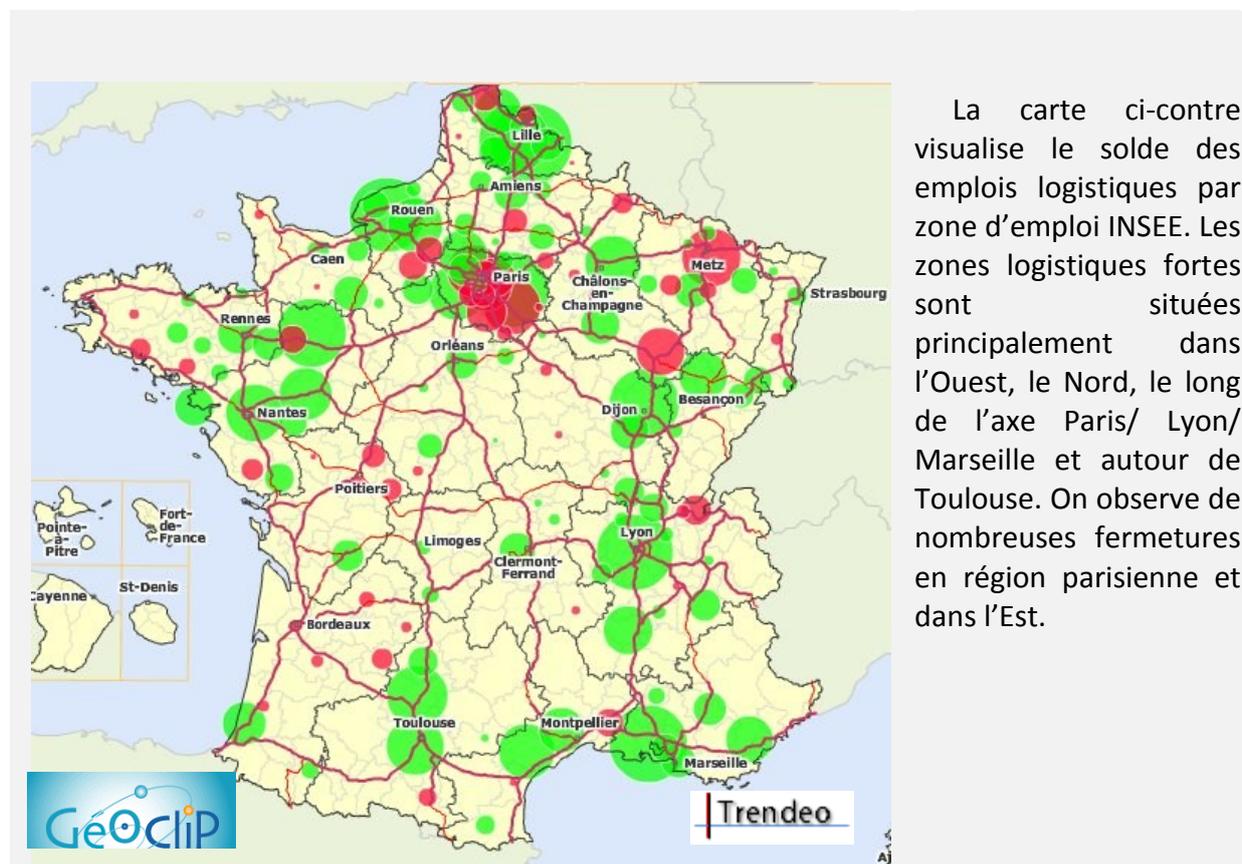
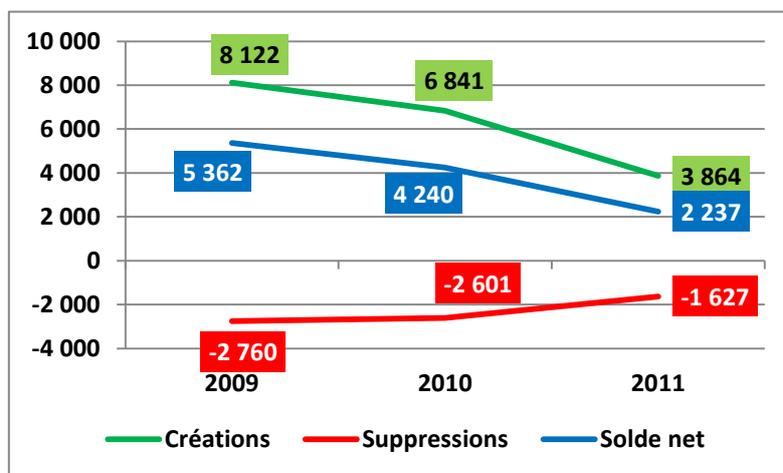
Secteur	Emplois nets	%
Industrie automobile	-29 293	67,2%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	-4 623	10,6%
Moteurs hors automobile et aéronautique	-1 745	4,0%
Métallurgie	-1 728	4,0%
Équipements électriques	-1 570	3,6%
<b>20 secteurs autres</b>	<b>-5 785</b>	<b>13,3%</b>
Développement de logiciels	20	-0,05%
Réparation de machines et d'équipements	30	-0,1%
Collecte, récupération traitement et élimination des déchets	109	-0,2%
Édition	136	-0,3%
Commerce d'automobiles et motos	836	-1,9%
<b>Total filière automobile</b>	<b>-43 613</b>	<b>100%</b>

<sup>6</sup> Il semble que, sur la période, le groupe PSA a supprimé plus d'emplois que Renault, respectivement 10 000 et 8 000 emplois supprimés ayant été comptabilisés.

## 9. La logistique crée des emplois depuis 2009

La logistique est un domaine transverse : c'est à la fois un secteur à part entière avec des logisticiens spécialisés, mais c'est aussi une fonction qui dans certains groupes est intégrée et réalisée directement. Le suivi spécifique que nous réalisons nous permet de regrouper l'ensemble des investissements et désinvestissements logistiques, quel que soit le secteur de l'entreprise concernée : le commerce de détail représente ainsi 36% des emplois créés, les logisticiens (entreposage, manutention, transport notamment) représentent 30% des emplois.

En trois années, la logistique a créé près de 12 000 emplois, suivant cependant, comme l'indique le graphique suivant, une tendance négative.



## 10. Les investissements étrangers, 2009-2011

De 2009 à 2011, les investissements étrangers ont entraîné la création de 76 170 emplois, soit 16% des créations d'emplois enregistrées dans l'observatoire de l'investissement. En sens inverse, 102 045 emplois ont été supprimés par des groupes étrangers, presque 18% du total des suppressions.

Dans l'ensemble, les sociétés étrangères ont conduit à la suppression nette de 25 875 emplois en France de 2009 à 2011. On peut estimer **qu'elles ont eu un comportement sensiblement plus enclin à supprimer des postes que les entreprises françaises**. En effet, les entreprises françaises, hors administration, ont créé 370 000 emplois de 2009 à 2011, et en ont supprimé 381 000, soit un ratio de 103 suppressions pour 100 créations. Les entreprises étrangères ont, elles, supprimé 133 emplois pour 100 créations. Pour comprendre les raisons de cette divergence, il faudrait comparer la structure sectorielle des groupes étrangers à celle des groupes français.

	Créations	Suppressions	Total général
États-Unis d'Amérique	23 558	-33 460	-9 902
Royaume-Uni	6 589	-10 004	-3 415
Luxembourg	719	-4 131	-3 412
Pays-Bas	983	-4 074	-3 091
Suisse	4 421	-6 192	-1 771
<b>47 autres pays</b>	<b>27 570</b>	<b>-36 691</b>	<b>-9 121</b>
Pologne	358	-47	311
Belgique	3 971	-3 389	582
Australie	948	-225	723
Japon	5 148	-3 635	1 513
Chine	1 905	-197	1 708
<b>Total 57 pays</b>	<b>76 170</b>	<b>-102 045</b>	<b>-25 875</b>

Les groupes les plus créateurs d'emplois sont Yum Brands ! (Pizza Hut, Kentucky Fried Chicken), avec près de 4 000 emplois nets créés en trois ans et McDonald's (2 205 emplois nets). Lidl et Ikea (1 600 emplois créés par chacun des deux groupes) montrent l'attractivité du marché français pour les distributeurs. Ce sont des groupes industriels qui ont supprimé des emplois, comme Arcelor Mittal (plus de 3 000 emplois supprimés) ou GlaxoSmithKline (plus de 1 000 emplois supprimés).

## L'Observatoire de l'investissement de Trendeo

L'Observatoire de l'investissement a été créé, par Trendeo, en janvier 2009 et mis en service en juillet 2009. L'objectif de cette base de données, accessible par abonnement, est de recenser et structurer, en temps réel, à travers plus de 4 500 sources d'informations<sup>7</sup>, toute l'information sur les investissements et désinvestissements en France. Ceci, dès lors que ces investissements et désinvestissements entraînent des recrutements ou, en sens inverse, des suppressions d'emplois.

Ce choix correspond à une volonté de recenser des événements économiquement significatifs, couverts par les médias. Cette méthodologie nous a permis, depuis janvier 2009, d'enregistrer plus de 20 000 opérations : 12 397 investissements correspondant à 501 635 emplois créés, et 7 743 désinvestissements correspondant à 585 285 emplois supprimés.



Bonjour David Cousquer !  
Bienvenue dans votre espace

ESPACE ABONNÉS

LOGOUT  
MON COMPTE

OBSERVATOIRE DE L'INVESTISSEMENT

Toute l'actualité de l'investissement en France, en temps réel.

UNE PLATEFORME Trendeo Veille et conseil

· ÉVÉNEMENTS · STATISTIQUES · CLASSEMENTS ·  
REPARTITION · EVOLUTION

« RETOUR PAGE D'ACCUEIL

EXPORTER

SÉLECTION EN COURS

SÉLECTIONNEZ UN PROFIL  
AUCUN

VALIDER

PÉRIODE  
Période définie

PÉRIODE DÉFINIE  
du 01/01/2010  
au 31/12/2010

TYPE

SÉLECTION EN COURS

Type : Tous - Détail Type : Tous - Période : du 01/01/2010 au 31/12/2010  
Pays : Tous  
Régions : ÎLE-DE-FRANCE - Départements : Tous  
Communes : Tous  
Bassins d'emploi : Tous  
Secteurs agrégés : Tous  
Secteurs Détaillés : Tous  
Activités du site : Tous  
Nombre d'emplois : Tous  
Tags : Tous

Emplois créés  
Nombre d'emplois = 45 870  
Nombre d'opérations = 700

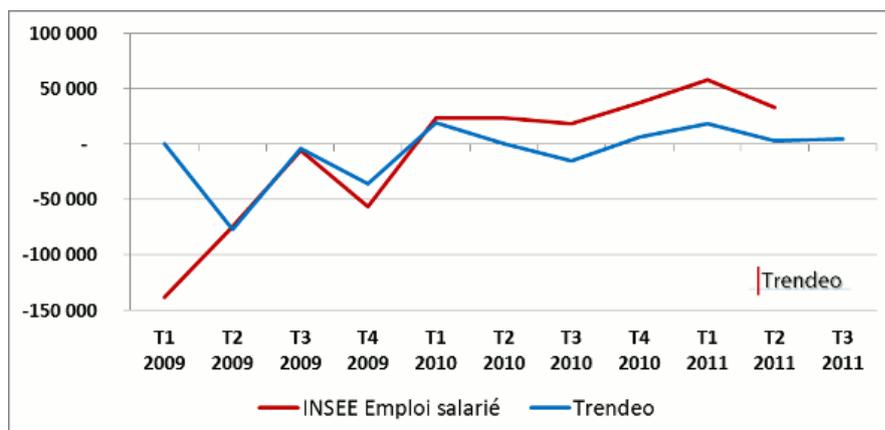
Emplois perdus  
Nombre d'emplois = 85 390  
Nombre d'opérations = 306

Pour d'autres copies d'écran de l'observatoire : <http://www.observatoire-investissement.fr/fonctionnalites>

La série de données obtenue n'est pas comparable à des données d'évolution de l'emploi. Elle donne une vision légèrement plus étroite et liée à l'investissement visible : nous ne pouvons comptabiliser des événements que la presse ou les sites Internet que nous suivons ne mentionnent pas. Les créations d'auto-entreprises ou de très petites sociétés, les recrutements silencieux de quelques salariés supplémentaires, les licenciements de quelques salariés dans de grands groupes ; tous ces événements peuvent ainsi passer inaperçus.

<sup>7</sup> Presse quotidienne nationale et régionale, presse magazine, journaux et revues économiques mais également les sites de fédérations professionnelles, sites Internet liés à un secteur particulier, sites syndicaux, etc.

Malgré ces réserves, nous constatons une bonne corrélation entre nos données et les données emplois de l'INSEE<sup>8</sup>.



Les données que nous avons collectées ont une valeur spécifique, difficilement comparables aux données existantes, mais elles sont utiles pour analyser, en temps réel, la confiance en l'avenir manifestée par les investisseurs en France. Mois par mois, le solde net des annonces d'emplois liées aux investissements reflète le moral des décideurs. L'évolution de ces données constitue, par secteur, par zone géographique, un indicateur utile aux décideurs qui souhaiteront orienter leur politique d'investissement : où sont et que font mes concurrents, mes clients, mes fournisseurs ; ou aux responsables souhaitant orienter leur politique de développement territorial : quelle filière promouvoir, quelles sont les filières fragiles, etc.

Les données de l'observatoire ont été utilisées à de nombreuses reprises par la presse, dans le cadre d'articles consacrés à la conjoncture sectorielle ou régionale (cf. la rubrique « Presse » du site Internet de Trendeo<sup>9</sup>).

L'observatoire est également utilisé comme instrument de veille commerciale par plusieurs clients des secteurs du conseil et de l'industrie.

Pour plus de renseignements sur l'Observatoire de l'investissement :

[www.observatoire-investissement.fr](http://www.observatoire-investissement.fr)

ou appelez-nous au

01 42 79 51 26

<sup>8</sup> <http://www.trendeo.net/2011/10/24/les-donnees-de-lobservatoire-de-linvestissement-de-trendeo-correlees-a-lindicateur-emploi-salarie-de-linsee/>

<sup>9</sup> [www.trendeo.net/presse](http://www.trendeo.net/presse)